

L'élection présidentielle - et après ?

L'échéance électorale dont la constitution de la V^e République a fait le sommet de la vie démocratique de notre pays, l'élection présidentielle, impose aux Communistes de prendre une décision qui, quelle qu'elle soit, ne peut être satisfaisante, tant il est vrai qu'aucune des décisions possibles ne garantit que la voix du parti sera audible. Sera-t-on plus entendu si nous partons seuls que si nous nous rallions à une candidature « de gauche » ? Je n'en suis pas certain. Si nous choisissons l'union, la part que nous aurons prise dans le résultat de cette candidature sera-t-elle reconnue ? Je n'en suis pas plus certain.

La seule chose certaine est que les institutions de la V^e République ont été conçues pour imposer le bipartisme et qu'elles le font avec une remarquable efficacité.

Il me faut pourtant choisir, et le seul critère que je puisse retenir étant celui du moindre mal, j'opte pour ce qui peut limiter les dégâts à gauche : une candidature d'union.

Mais je pense qu'il faudra que les Communistes, au lendemain de la présidentielle, passent à autre chose, tout simplement fondamental : ça signifie quoi, près d'un an et demi après la mort de Karl Marx, être communiste aujourd'hui et se réclamer de la pensée de Karl Marx ?

Ça signifie quoi, puisque ce que nous avons présenté comme étant une mise en pratique certes imparfaite, mais réelle de sa pensée, s'est effondré avec le Mur de Berlin ? Puisque les pays qui sont gouvernés aujourd'hui par des partis communistes sont ou bien de sinistres caricatures (Corée du Nord) ou bien des pays où triomphe le capitalisme (Chine, Vietnam) ? Sommes-nous vraiment persuadés que le communisme a de l'avenir ? Et sommes-nous prêts à tirer toutes les conséquences qu'une réponse affirmative implique ? Notre dernier congrès ne serait-il pas passé à côté de la question ?